



Patrice Ract Madoux
Président du
Conseil d'Administration

Les comptes de l'année 2012 ont été arrêtés le 30 avril dernier par le Conseil d'Administration.

En 2012, les ressources de la CADES ont atteint 16,0 milliards d'euros, permettant de verser 4,1 milliards d'euros d'intérêts aux porteurs des obligations émises par la CADES et d'amortir la dette sociale à hauteur de 11,9 milliards d'euros.

Durant l'année, l'environnement marqué par la crise des dettes souveraines et le resserrement des taux longs, a incité les investisseurs à rechercher des emprunts qui leur offraient le meilleur rendement, tout en leur garantissant qualité et liquidité. La CADES en a bénéficié, ses émissions offrant un écart de rendement par rapport aux autres grandes agences européennes et émetteurs supra nationaux. Cependant, le taux de refinancement moyen à la fin de 2012 s'élevait à 2,70 %, taux le plus bas depuis l'origine de la CADES en 1996.

Nous avons ainsi pu lever avec succès auprès des marchés financiers en France et à l'international un total de 30,2 milliards d'euros, nous plaçant parmi les premiers émetteurs souverains et « quasi-souverains » européens. Pour y parvenir, nous avons émis 41 nouveaux emprunts à moyen et long-terme, dont 14 libellés en euros pour un montant de 17,5 milliards d'euros et 27 libellés en devises étrangères pour un montant correspondant à 12,7 milliards d'euros.

Depuis les toutes premières semaines de janvier, l'année 2013 s'est caractérisée par le retour des émetteurs périphériques sur les marchés de dettes souveraines : l'Irlande, l'Italie et l'Espagne ont rencontré un vif succès auprès des investisseurs. Parallèlement, la Banque centrale du Japon a récemment annoncé l'amplification des mesures d'assouplissement de sa politique monétaire.

La combinaison de ces facteurs a permis une détente des taux sur le marché de la dette souveraine.

Néanmoins, l'instabilité politique et économique, qui se profile dans certains pays, nous incite à avancer prudemment dans la réalisation du programme que nous avons défini pour 2013 à hauteur de 20 milliards d'euros d'émissions à moyen et long-terme.

Pour autant, à la fin du mois d'avril, nous avons déjà réalisé, dans d'excellentes conditions de financement, plus du tiers de notre programme avec 7 milliards d'euros levés avec succès sur les marchés. Au 30 avril 2013, le taux de refinancement de la CADES s'établissait à 2,67 %.

Nous sommes confiants qu'en toutes conditions de marché nous serons en mesure d'atteindre l'objectif d'amortissement de la dette sociale française que définit chaque année le Parlement français. Cette mission qui nous a été confiée, nous l'accomplissons avec la même implication depuis notre création en 1996, avec 71,6 milliards d'euros déjà amortis à fin de 2012 et nous comptons la poursuivre avec succès dans les prochaines années.

Chiffres clés

Dette reprise depuis l'origine
209,0 Mds d'€

Ressource perçue depuis
1996

109,2 Mds d'€
(dont 16 Mds d'€ en 2012)

Intérêts versés depuis 1996
37,7 Mds d'€
(dont 4,1 Mds d'€ en 2012)

Dette amortie au 31/12/2012
71,6 Mds d'€
(dont 11,9 Mds d'€ en 2012)

Dette restant à amortir
au 31/12/2012
137,5 Mds d'€

MODIFICATION DE LA GOUVERNANCE

Au sein du Comité de Surveillance

- Valérie Rabault, députée du Tarn et Garonne, élue Présidente le 20 mars 2013 ;
- Bernard Accoyer, député de la Haute-Savoie, membre ;
- Yves Daudigny, sénateur de l'Aisne, membre ;
- Jean-Pierre Caffet, sénateur de Paris, membre.

Au sein du Conseil d'Administration

- Emmanuel Bretin, Sous-directeur, Direction Générale du Trésor remplace Maya Atig ;
- Olivier Vazeille, chef de bureau, Direction Générale du Trésor remplace Sébastien Raspiller ;
- Ambroise Fayolle, Directeur Général Agence France Trésor remplace Philippe Mills ;
- Maya Atig, Directrice adjointe Agence France Trésor remplace Anthony Requin ;
- Thomas Fatome, Directeur de la Sécurité sociale remplace Dominique Libault ;
- Arnaud Jullian, Sous-directeur, Direction de la Sécurité sociale remplace Jonathan Bosredon ;
- Nicolas Agnoux, Adjoint au Sous-directeur, Direction de la Sécurité sociale remplace Damien Vergé.

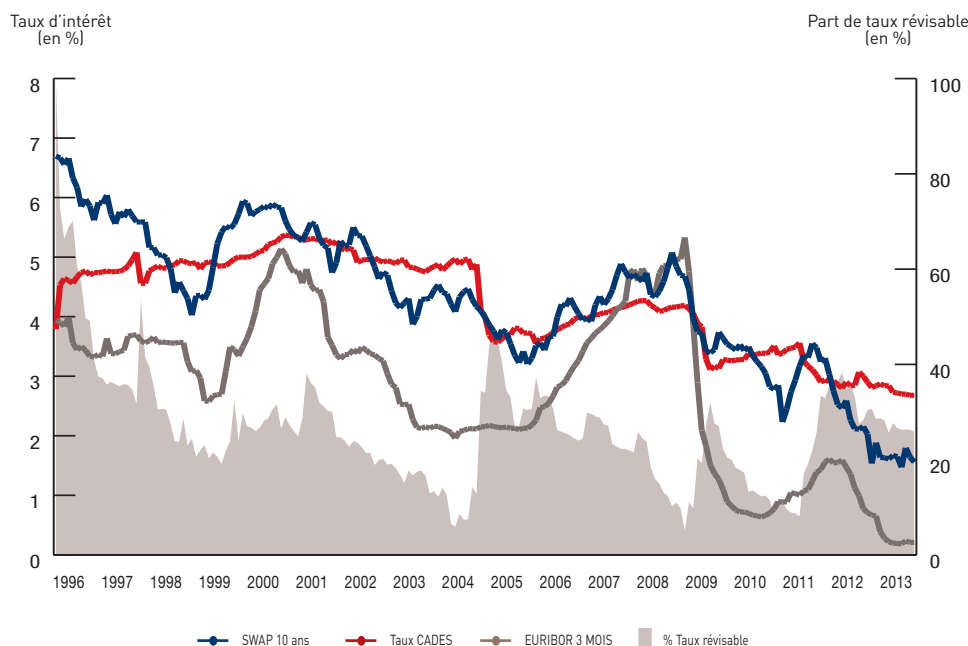
DÉTAIL DU PROGRAMME DE FINANCEMENT INDICATIF POUR 2013

en milliards d'euros

	Réalisé en 2012		Prévu en 2013		Réalisé au 30 avril 2013	
Emprunts de référence	11 (3)		6-9 (2-3)		2,5 (1)	
Augmentations de souches existantes	3,75 (7)		2-3		0,75 (3)	
Emprunts indexés sur l'inflation	2,75 (4)		1-2 (1-2)		0 (0)	
Emprunts de référence en dollars américains	6,2 (3)		4-6 (3-4)		3,4 (2)	
Emprunts de référence en autres devises	3,2 (7)		1-2 (4-5)		0,1 (1)	
Autres emprunts et placements privés	3,3 (17)		1-2 (10-12)		0,45 (3)	
TOTAL DETTES MOYEN et LONG-TERME	30,2		20		7,2	
Encours de titres à court terme (au 31/12)	10		10		9,0	

(x) nombre d'opérations réalisées ou prévues

ÉVOLUTION DU TAUX DE REFINANCEMENT



Le taux de refinancement est de 2,67% le 30 avril 2013. Il s'agit du taux le plus bas observé depuis la création de la CADES en 1996. Ce niveau historiquement bas a pu être atteint grâce à l'amélioration de la performance sur tous les compartiments de l'endettement, à taux fixe, à taux révisable et à taux indexé.

LA CADES ET L'INFORMATION

Geneviève GAUTHEY
Responsable budget et communication
Tél. : 01 55 78 58 07
genevieve.gauthey@cades.fr

Magali CLAVIER
Secrétariat du Président & Webmaster
Tél. : 01 55 78 58 00

www.cades.fr
Reuters CADES/T/U/V

Lettre d'information de la CADES
15 rue Marsollier - 75002 Paris
Adresse internet: <http://www.cades.fr>

Directeur de la publication
Patrice Ract Madoux

Rédaction : CADES

Conception graphique : Actifin

ISSN 1633-1915



Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale